

**ARRÊTÉ DU PORTANT MISE EN DEMEURE D'UNE INSTALLATION CLASSÉE  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**EARL DE BREHEGAIRE – 56700 MERLEVEZ**

Le préfet du Morbihan  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V (parties législative et réglementaire) et la nomenclature des installations classées ;

**Vu** le décret du 7 mai 2025, nommant monsieur Michaël GALY, préfet du Morbihan ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 24 mai 2024, établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

**Vu** l'arrêté du 18 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion de l'eau du bassin Loire Bretagne sur la période 2022-2027 ;

**Vu** la lettre instruction du Préfet de Région du 30 novembre 2010 modifiée ;

**Vu** l'arrêté d'autorisation délivré le 1<sup>er</sup> février 2006 à l'EARL DE BREHEGAIRE, située au lieu-dit « Bréhégaire » 56700 MERLEVEZ pour exploiter un élevage de porcin comprenant 200 reproducteurs, 856 porcelets, 1 398 porcs à l'engrais et 20 cochettes non saillies soit 2 189 animaux équivalents ;

**Vu** l'arrêté de prescriptions complémentaires délivré le 19 octobre 2011 à l'EARL DE BREHEGAIRE pour poursuivre l'exploitation au lieu-dit « Bréhégaire » 56700 MERLEVEZ d'un élevage de porcs comprenant 2 436 porcs à l'engrais et 1 006 porcelets soit 2 637 animaux équivalents ;

**Vu** la visite d'inspection réalisée le 19 novembre 2025 par les inspecteurs de l'environnement, dans le cadre de la programmation des contrôles triennaux obligatoires pour les exploitations relevant du régime de l'autorisation ;

**Vu** le rapport des inspecteurs de l'environnement et le projet d'arrêté de mise en demeure notifiés à l'EARL DE BREHEGAIRE le 14 janvier 2026 par courrier recommandé avec accusé réception ;

**Vu** les réponses apportées par l'EARL DE BREHEGAIRE le 19 janvier 2026 à la transmission des courrier, rapport et projet d'arrêté susvisés ;

**Considérant** que lors de la visite du 19 novembre 2025, les inspecteurs de l'environnement ont constaté :

- une absence de mise à jour du plan d'épandage (cartographie et calcul du dimensionnement du plan d'épandage) : de nouvelles surfaces ont été intégrées et d'autres surfaces ont été retirées, l'ensemble des prêteurs de terre a été modifié, sans notification à l'inspection, aucune convention d'épandage n'a été signée avec les nouveaux prêteurs ;

- des épandages de lisier de porc ont été prévus dans le plan prévisionnel de fumure et enregistrés dans le cahier d'épandage de la campagne 2024-2025 sur des parcelles en prairie permanente situées à moins de 500 m en amont de zones conchyliques : îlots 20.10 - 42.63 - 32.44 pour 3,50 ha. Ces parcelles font l'objet d'une dérogation actée dans l'arrêté de prescriptions complémentaires délivré à l'EARL DE BREHEGAIRE le 19 octobre 2011 pour recevoir exclusivement du fumier ou du compost de bovins mais ne peuvent en aucun cas recevoir du lisier de porc ;

- des épandages de lisier de porc ont été prévus sur le plan prévisionnel de fumure et enregistré sur le cahier d'épandage de la campagne 2024-2025 sur deux parcelles situées en zone Natura 2000 (Ria d'Etel - FR5300028) : îlots 7 et 17 exploités en prairie permanente. Elles sont exclues de tout épandage par l'arrêté de prescriptions complémentaires délivrées à l'EARL BREHEGAIRE le 19 octobre 2011 ;

**Considérant** que l'absence de mise à jour du plan d'épandage a été relevée lors d'une précédente inspection du site d'exploitation effectuée le 13 octobre 2021 et a déjà fait l'objet d'un rappel réglementaire par courrier en date du 22 octobre 2021 ;

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article R.181-46-23-II du code de l'environnement :

*« Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. » ;*

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 27-2 d) de l'arrêté du 27 décembre 2013 susvisé :

*« d) Mise à jour du plan d'épandage : toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet. La notification contient pour la ou les surfaces concernées, les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage.*

*Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour. Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues. » ;*

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 27-3 c) de l'arrêté du 27 décembre 2013 susvisé :

« c) Distances vis-à-vis des autres éléments de l'environnement :

L'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement est interdit à moins de :

- 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines « ou des particuliers. Cette distance est réduite à 35 mètres lorsque ces prélèvements sont réalisés » en eaux souterraines (puits, forages et sources) ;
- 200 mètres des lieux de baignade déclarés et des plages, à l'exception des piscines privées, sauf pour les composts élaborés conformément à l'article 29 qui peuvent être épandus jusqu'à 50 mètres ;
- 500 mètres en amont des zones conchyliques, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- 35 mètres des berges des cours d'eau ; cette limite est réduite à 10 mètres si une bande végétalisée de 10 mètres ne recevant aucun intrant, à l'exception de ceux épandus par les animaux eux-mêmes, est implantée de façon permanente en bordure des cours d'eau. Dans le cas des cours d'eau alimentant une pisciculture, à l'exclusion des étangs empoisonnés où l'élevage est extensif sans nourrissage ou avec apport de nourriture exceptionnel, la distance est portée à 50 mètres des berges du cours d'eau sur un linéaire d'un kilomètre le long des cours d'eau en amont de la pisciculture. » ;

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 21.4 1) et 2) de l'arrêté préfectoral complémentaire de l'EARL DE BREHEGAIRE du 19 octobre 2011 susvisé :

« 1) Epandage exclusivement de fumier ou de compost de bovins sur les parcelles ou parties de parcelles suivantes situées dans la zone des 200-500 mètres des zones conchyliques (conformément aux chartes agriculteurs / conchyliculteurs annexées).

2) Interdiction d'épandage sur les parcelles suivantes situées en zone Natura 2000 : îlots 7, 17 et 19. » ;

**Considérant** que les intérêts mentionnés aux articles L.511-1 et L.211-1 ne sont pas garantis dans les conditions d'exploitation actuelles ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'EARL DE BREHEGAIRE de respecter les dispositions de l'article R.181-46-23-II du code de l'environnement, des articles 27-2 d) et 27-3 c) de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié et de l'article 21.4 1) et 2) de l'arrêté de prescriptions complémentaires du 19 octobre 2011 susvisé ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture du Morbihan,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1**

L'EARL DE BREHEGAIRE, dont le siège social se situe au lieu-dit « Bréhégaire » 56700 MERLEVEZ est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 27-3 c) de l'arrêté du 27 décembre 2013 modifié et de l'article 21.4 1) et 2) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 octobre 2011 susvisés :

- en présentant au service d'inspection un plan prévisionnel de fumure pour la campagne culturale 2025-2026 conforme aux règles d'épandage des effluents d'élevage définies dans les arrêtés précités.

Les éléments permettant de justifier du retour à la conformité devront être transmis dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté au service environnement de la Direction Départementale de la Protection des Populations du Morbihan (D.D.P.P) 32 boulevard de la Résistance – BP 92526 – 56000 VANNES.

## **ARTICLE 2**

L'EARL DE BREHEGAIRE, dont le siège social se situe au lieu-dit « Brehegaire » 56700 MERLEVEZ est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article R.181-46-23-II du code de l'environnement et de l'article 27-2 d) de l'arrêté du 27 décembre 2013 susvisé :

- en déposant auprès de l'inspection des installations classées un dossier de mise à jour du plan d'épandage et de son dimensionnement.

Les éléments permettant de justifier du retour à la conformité devront être transmis dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté au service environnement de la Direction Départementale de la Protection des Populations du Morbihan (D.D.P.P) 32 boulevard de la Résistance – BP 92526 – 56000 VANNES.

## **ARTICLE 3**

L'EARL DE BREHEGAIRE, dont le siège social se situe au lieu-dit « Bréhégaire » 56700 MERLEVEZ est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 27-3 c) de l'arrêté du 27 décembre 2013 et de l'article 21.4 1) et 2) de l'arrêté préfectoral complémentaire de l'EARL DE BREHEGAIRE du 19 octobre 2011 susvisés :

- en présentant au service d'inspection le cahier d'enregistrement des épandages pour la campagne culturale 2025-2026.

Les éléments permettant de justifier du retour à la conformité devront être transmis dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté au service environnement de la Direction Départementale de la Protection des Populations du Morbihan (D.D.P.P) 32 boulevard de la Résistance – BP 92526 – 56000 VANNES.

## **ARTICLE 4**

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1, 2 et 3 du présent arrêté dans le délai prévu par chacun de ces articles, l'exploitant encourt les sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées.

## **ARTICLE 5**

En application de l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État du Morbihan pendant une durée minimale de 2 mois.

## **ARTICLE 6**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de RENNES – 3 Contour de la Motte – 35044 RENNES Cedex, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

## **ARTICLE 7**

Les dispositions du présent arrêté sont applicables dès leur notification à l'EARL DE BREHEGAIRE, dont le siège social est situé au lieu-dit « Bréhégaire » 56700 MERLEVEZ.

## **ARTICLE 8**

Le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan et le directeur départemental de la protection des populations du Morbihan, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Vannes, le

**24 FEV. 2026**

Le préfet,

Pour le préfet, par délégation,  
Le secrétaire général,

Stéphane JARLÉGAND

### **Copie du présent arrêté sera adressée à :**

- M. le maire de MERLEVEZ
- M. le directeur départemental de la protection des populations du Morbihan
- EARL DE BREHEGAIRE « Bréhégaire » 56700 MERLEVEZ

1901. 251 + 3

1902. 251 + 3

1903. 251 + 3